

Communistes

www.PCF.fr

Fête de l'Humanité Bretagne

(p. 7)

Michelin : remboursez ! (p. 4)



Vidéo

18 mois

Jordan Bardella fait des scores effarants dans les sondages et des instituts n'hésitent pas, déjà, à nous le vendre comme président. C'est dire la force des idées d'extrême droite qui appellent une riposte de taille. En même temps, le scrutin est dans 18 mois ; dans un passé récent, nous en avons vu défiler des candidats qui se voyaient, eux aussi, élus dans un fauteuil, poussés par les mêmes sondeurs. C'était le cas de Raymond Barre en 1988 ; de Balladur en 1995 ; de Jospin en 2002 ; de Strauss-Kahn en 2012 ; de Fillon ou Juppé en 2017. C'est qu'il s'en passe des choses en 18 mois. ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >



3 décembre, à partir de 18 h30 : À l'occasion de la parution de son numéro 133, « Le droit international face à la question de Palestine », Recherches Internationales vous invite à une conférence-débat avec : Insaf Rezagui, juriste, membre de JURDI et YAANI, Benjamin Fiorini, juriste, Paris 8 et secrétaire général de JURDI, François Rippe, vice-président de l'AFPS, Raphaël Porteilla, politiste, Université de Bourgogne, membre du secrétariat de Recherches Internationales, Dominique Vidal, journaliste et historien. Entrée libre sur inscription :

[https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQL-
SeyspWt9LApb9mRaaslbUqqHscX2pglmHLoZIM3D1
J9lVu3fw/viewform](https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQL-
SeyspWt9LApb9mRaaslbUqqHscX2pglmHLoZIM3D1
J9lVu3fw/viewform) Siège national du PCF (75019)

6 décembre, à partir de 20 h30 : Ferrat en hiver - Alain Hiver chante Jean Ferrat. Parce que « la chanson fabrique de l'humanité », retrouvons-nous pour une soirée pleine d'émotion et d'engagement autour de l'œuvre de Jean Ferrat, interprétée par Alain Hiver. Entrée : 15 € / Gratuit pour les moins de 16 ans. Réservations : 06.86.89.67.94 ou 06.98.35.82.66. Un hommage vibrant à la poésie, à la fraternité et à la résistance, organisé par Résister au Présent, avec le soutien du PCF et de Com'Partage. Salle J.J. Coupon, Buis-les-Baronnies (26)

6 décembre, à partir de 20h30 : Soirée festive avec karaoké féministe dans le cadre de l'Assemblée des femmes du PCF ! Ouvert à toutes et tous. Siège du PCF, Paris (75019)

9 décembre, à partir de 18 h30 : La Sécurité sociale : un projet politique global, un projet de société et de civilisation révolutionnaire plus que jamais d'actualité, avec Cathy Apourceau-Poly (sénatrice), Denis Gravouil (du bureau confédéral de la CGT), Francis Ballay (Alternatives mutualistes). Salle Labourbe, Vénissieux (69)

13 décembre, à partir de 14 h : Les communistes du Tarn-et-Garonne organisent une journée de solidarité concrète avec Gaza : Au programme : 14 h-18 h : Tournoi d'échecs, les fonds levés pour l'occasion participeront à la mise en place d'un hôpital de campagne à Gaza, en lien avec l'association Résistance et Solidarité. 18 h-20h30 : Prise de parole de militantes participantes de la marche pour Gaza stoppées en Egypte, de Cédric Caubère, membre de la flotille, ainsi que de l'AFPS 82 et la CGT 82 qui feront état de la réalité sur le terrain. Salle Laurier, Montech (82)

19 décembre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de

Nantes : Qu'est-ce qu'une femme ? Avec Patricia Lemarchand, médecin (pneumologue) et professeure de biologie cellulaire à Nantes Université. Elle a dirigé avec Muriel Salle l'ouvrage Qu'est-ce qu'une femme ? Catégories homme/femme : débats contemporains (éd. Matériologiques, 2023). Par ailleurs, elle travaille à mettre en lumière les inégalités d'accès aux soins médicaux hommes-femmes. Lieu Unique, Nantes (44)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

11 décembre, à partir de 18 h 30 : La loi de 1905, un souffle de libération et d'émancipation pour hier et pour demain. À l'occasion du 120^e anniversaire de cette loi, la Fondation Gabriel-Péri et La Marseillaise s'associent pour présenter les raisons qui ont poussé les hommes et femmes de progrès à emprunter cette voie au début de notre siècle et, à la lumière des enjeux de notre temps, aborder l'actualité de la bataille laïque. Avec Geneviève Couraud, militante pour les droits des femmes, Pierre Ouzoulias, vice-président (PCF) du Sénat, membre du Conseil d'administration de la Fondation Gabriel-Péri et Jean-Paul Scot, historien. Siège de La Marseillaise, 15 cours d'Estienne-d'Orves, Marseille (13)

12 décembre, à partir de 14 h : Les oubliées du Front populaire, séance 3 des ateliers sur l'histoire du communisme. Cette séance vise à analyser la place des femmes dans l'histoire du Front populaire aussi bien dans une perspective locale que transnationale. L'objectif sera d'interroger les évolutions des modes d'engagement des femmes dans les années 1930, ainsi que la manière dont les organisations partisans, syndicales et associatives du mouvement communiste ont intégré, soutenu ou freiné ces revendications. Avec : Louise Bur Palmieri, doctorante en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Daria Dyakonova, historienne de La Sapienza Université de Rome, Benoît Kermaol, doctorant en histoire contemporaine à l'EHESS. Inscription : <https://gabrielperi.fr/archives-histoires/les-oublies-du-front-populaire>. Campus Condorcet, Bâtiment Recherche Sud, salle 0.015, Aubervilliers (93)

Les communistes mobilisés pour l'État de Palestine !

Les manifestations qui ont eu lieu samedi à l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien avaient pour objectif de rappeler que la question palestinienne n'est en rien réglée. En dépit de la récente résolution de l'ONU qui réaffirme l'exigence du cessez-le-feu, celui-ci est violé par le gouvernement Netanyahu. Surtout, rien n'est dit de la solution politique nécessaire et urgente, exigeant l'application des droits nationaux du peuple palestinien.

Le peuple et le mouvement national palestiniens sont à un tournant de leur histoire. Ce n'est pas Trump qui doit décider de leur avenir ! Après les reconnaissances nouvelles, dont celle de la France, la question centrale est maintenant celle de l'établissement de l'État de Palestine, aux côtés de l'État d'Israël. C'est ce que le PCF a réaffirmé aux côtés de l'OLP, seule représentante légitime du peuple palestinien, dans une déclaration commune publiée à l'occasion de la journée du 29 novembre. Cela implique de renforcer la pression internationale pour faire plier le gouvernement Netanyahu. La question des sanctions économiques, financières, commerciales, et celle de la suspension de l'accord d'association UE-Israël sont donc toujours d'actualité ! La fin de l'occupation et de la colonisation israéliennes de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est, comme exigée par la résolution 242 de l'ONU, sont centrales, alors que l'armée israélienne ne s'est pas retirée de Gaza et que les colons et l'armée multiplient les exactions et les expulsions en Cisjordanie. La France ne peut pas se contenter de l'étape, nécessaire, de la reconnaissance, mais aller plus loin et agir concrètement pour l'État de Palestine sur le terrain. La déclaration de New York de juillet dernier doit se décliner en actions concrètes.

Nous avons des alliés pour mener ces combats. À l'échelle internationale, la question du respect du droit international



et de la fin du « deux poids, deux mesures » des politiques occidentales sont posées avec force par de nombreux gouvernements du « sud global », comme en a encore témoigné la récente Assemblée générale de l'ONU. Le PCF renforce sa solidarité et ses luttes communes avec l'OLP et les communistes palestiniens du PPP (qui font partie de l'OLP et y jouent tout leur rôle), dans le cadre de l'Alliance internationale pour les droits du peuple palestinien lancée le 4 juin dernier, et également avec la campagne nationale de solidarité concrète des oliviers, lancée à l'initiative de la fédération du Val-de-Marne. Alors que se joue l'avenir du peuple palestinien et de ses droits souverains, l'OLP a un rôle décisif à exercer. Le fait qu'elle puisse le faire est en soi une bataille alors que Trump cherche à l'écartier. Le PCF est aussi aux côtés du camp de la paix et des communistes israéliens qui, dans des conditions très difficiles face à une extrême droite puissante,

luttent pour rouvrir une perspective de paix dans la société israélienne. Les batailles qui s'y mènent sont aussi décisives pour l'avenir. Le « partenariat pour la paix » créé à l'initiative du PC d'Israël et les initiatives prises par Standing Together sont indéniablement des éléments importants dans cette perspective.

En France, l'appel lancé à l'initiative de la LDH a permis à un certain nombre d'organisations de se retrouver samedi sur l'exigence d'initiatives politiques pour la solution à deux États et une solution politique sur la base du droit international pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. Cette initiative en appelle d'autres sur cette même base dans l'avenir.

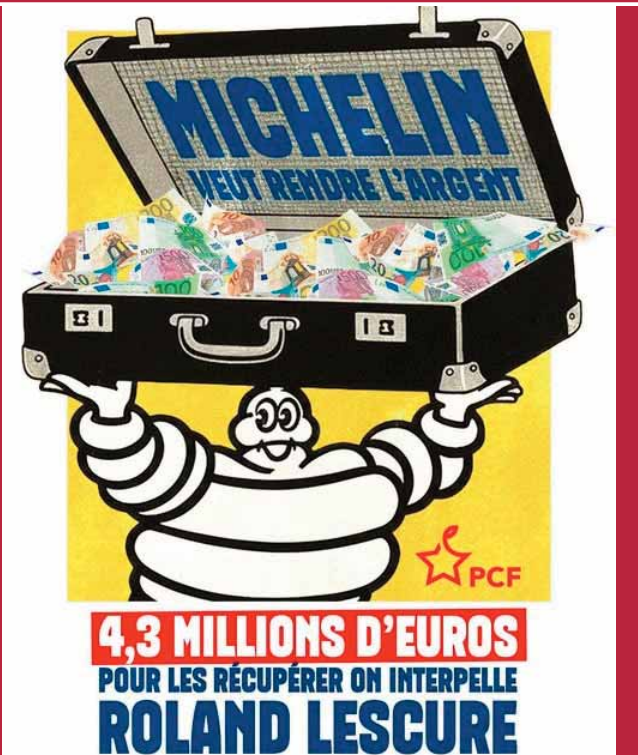
Renforçons notre combat et nos initiatives pour la paix au Proche-Orient ! ✪

Vincent Boulet

Michelin : remboursez !

En novembre 2024, la direction de Michelin annonçait la fermeture de deux sites en France et plus de 1 200 licenciements. Cette décision avait suscité l'indignation et la colère partout dans le pays. Même le premier ministre d'alors, Michel Barnier, s'était ému de cette situation et avait pris l'engagement devant la représentation nationale de contrôler ce que le groupe avait fait de l'argent public perçu. Considérant que Michelin n'était pas un cas isolé, et que l'utilisation des aides publiques revenait régulièrement au cœur du débat public, j'ai décidé, avec le groupe CRCE-K au Sénat, d'y consacrer une commission d'enquête dont j'ai été nommé rapporteur. Pendant 6 mois, nous avons mené 58 auditions, et interrogé 33 PDG des plus grands groupes français. Lors de l'audition du PDG de Michelin, j'ai relevé que le groupe avait perçu, en 2017, 4,3 millions d'euros au titre du CICE pour l'achat de 8 machines-outils destinées au site de la Roche-sur-Yon. Or, à partir de 2018, six de ces machines ont été envoyées sur des sites roumains, polonais ou espagnols, alors que l'usine vendéenne était fermée par le groupe en 2020. Florent Menegeaux avait alors concédé qu'il ne « serait pas anormal » que son groupe rembourse ces fonds publics qui n'avaient pas été utilisés sur le sol français. Cet engagement de Michelin, formulé sous serment, s'inscrit dans une dimension éthique : en effet, aucune règle juridique ne peut l'y contraindre, puisqu'il a été établi lors de nos travaux que le CICE souffrait d'un mal originel tenant à l'absence de conditionnalité ou de contrepartie.

Cette décision m'est apparue salutaire, puisqu'elle constitue un précédent notable vers une meilleure utilisation des aides publiques pour l'ensemble des grandes entreprises. C'est pourquoi j'ai tenu à ce qu'une recommandation du rapport de la commission d'enquête y soit consacrée, et j'ai interpellé, via une tribune publique publiée en septembre, le groupe. Michelin a immédiatement répondu en assurant avoir fait les démarches nécessaires auprès de Bercy, et j'ai obtenu l'engagement du ministre de l'Économie qu'il irait au bout du processus de remboursement. Et c'est heureux, car dans un contexte de débat budgétaire où le gouvernement a présenté une copie austéraitaine et exige des milliards d'économie, sous prétexte d'une dette artificielle creusée à coups d'exonérations de cotisations, d'allègement, voire de crédit d'impôt et de refus de taxer les ultra-riches, personne ne comprendrait que l'État ne s'attèle à pas recouvrer ces 4,3 millions d'euros. Le Parti a d'ailleurs lancé une pétition demandant au ministre de l'Économie et des Finances de recouvrer cette somme. Je vais inviter à signer en ligne. Plus largement, puisque le rapport a été adopté à l'unanimité, nous attendons que le gouvernement suive nos recommandations afin que les 211 milliards d'aides publiques, le premier chef de dépense de l'État, soient mieux utilisées et conditionnés à des contreparties. Dans la jungle qu'est devenue le cadre des aides publiques, plus personne ne s'y retrouve, que ce soit l'administration, le Parlement ou les entreprises.



Un choc de transparence est absolument nécessaire, car il est inadmissible que cet argent public soit un chèque en blanc donné au patronat, qui procède dans le même temps à des licenciements, des rachats d'actions et des distributions de dividendes. Notre travail a été nié par le capital, qui a tenté par tous moyens, sombrant même dans le populisme, de le discréditer, de le ridiculiser. Mais que les libéraux le veuillent ou non, le chiffre de 211 milliards s'est imposé dans le débat public et dans les luttes sociales. C'est un point d'appui pour nous, communistes et pour tous les progressistes, pour répondre à la soif de justice sociale et fiscale qui s'exprime partout dans le pays. 🇫🇷

Fabien Gay

Algérie : histoire de la colonisation

Jeudi 20 novembre, la commission culture de la fédération du Rhône et la section de Villeurbanne ont accueilli Alain Ruscio, chercheur et historien spécialiste de la colonisation française en Indochine et en Algérie. Il a mené, au Palais du travail de Villeurbanne, une conférence sur son dernier ouvrage : *La première guerre d'Algérie : une histoire de conquête et de résistance, 1830-1852*. Livre publié chez La Découverte en 2024. Cet échange s'inscrit dans le cycle de conférences organisées par la commission pour enrichir nos débats militants. Intervenant à la suite de Sylvestre Huet, venu défricher le rapport du Giec, et de Stéphanie Roza, venue présenter son ouvrage *Marx contre les GAFAM*.

Le besoin de réactualiser nos connaissances sur la conquête de l'Algérie est souligné par la polémique récente sur les crimes de guerre commis par l'armée française. On peut parler des enfumages des grottes du Dahra, que le roman national tente de passer sous silence. C'est donc devant une salle comble qu'Alain Ruscio nous a fait le récit historique de cette guerre, moins connue que les « événements d'Algérie » de 1954 à 1962. Il s'agit, pour lui, d'une histoire qui doit être comprise comme un tout, et qui remonte à la prise d'Alger en 1830. On ne peut en effet comprendre l'histoire de la résistance du peuple algérien sans comprendre la première guerre de la conquête de l'Algérie.

Alain Ruscio commence par évoquer les raisons de la guerre, il en nomme trois principales. La première



est le choc entre les différentes puissances impérialistes de l'époque, dont la France qui lutte pour reprendre le contrôle de la Méditerranée aux Anglais et aux Ottomans. La seconde est la volonté de mener une mission civilisatrice de l'Europe à l'égard de territoires africains considérés comme « barbares ». Une idéologie qui cherche à excuser l'impérialisme des colons, au prétexte qu'ils le feraient pour un intérêt supérieur.

En plus du racisme, cette guerre sert un intérêt de classe, ainsi que le démontre Alain Ruscio. La colonisation servant à éloigner les classes laborieuses de la métropole qui souffrent d'une grande misère dans ce début de révolution industrielle. On promet alors des terres algériennes à des milliers de familles pauvres que l'on envoie par bateau. On les dévoie ainsi de la tentation du socialisme naissant comme réponse à la misère. Ils ne trouveront pas en Algérie l'Eldorado tant espéré et, abandonnés

par la métropole, souffriront eux aussi de la famine. En ce qui concerne le contexte politique, très peu de figures d'États s'opposent à la conquête de l'Algérie, y compris sur les bancs de la gauche. Ces derniers vantant la mission civilisatrice. Ainsi les seules voix qui s'élèvent, chez les libéraux, le font seulement par calcul économique.

L'auteur évoque ensuite le déroulement de la guerre. Après la prise rapide d'Alger, l'armée française s'enlise dans la guérilla contre les résistants algériens menés par Abd el-Kader. Le maréchal Bugeaud est alors nommé à la tête du corps expéditionnaire et se lance dans une lutte sanglante contre la résistance. Les crimes systématiques de l'armée française, qui cible autant les civils que les résistants, sont nombreux et très documentés par les militaires : razzias systématiques et pillages des villages, viols et mutilations...✶

Margaux Thomas et Louis Chamayou

Solidarité Cuba

Depuis 1962, les États-Unis imposent au peuple cubain un blocus illégal et inhumain. La situation s'est aggravée, d'une part depuis 1996 avec l'application de l'extraterritorialité des lois américaines et, d'autre part, depuis l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche en 2017, notamment la décision arbitraire d'inscrire Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme, empêchant tout commerce avec l'île.

Ce blocus vise à affamer le peuple cubain, à créer des pénuries dans tous les domaines de la vie quotidienne et ainsi générer le désespoir afin de briser tous les élans d'indépendance, d'autonomie, dans le seul but de renverser le régime cubain.

Au plan national, le PCF entretient avec Cuba, depuis fort longtemps, des liens de fraternité, de coopération et de solidarité. En 2024, lors de sa traditionnelle Fête de l'Humanité, le PCF a officiellement lancé une vaste campagne de solidarité « Un container pour Cuba », impliquant l'ensemble de ses fédérations départementales.

La Fédération du PCF Cantal a relayé cette démarche avec le soutien de ses militants et élus locaux le samedi 17 mai lors de la dernière Fête de son journal fédéral *Le COP* au Sismographe à Aurillac, en présence de l'ex-député André Chassaingne (63) membre du groupe d'animation « Solidarité Cuba » au PCF national. La collecte de matériel médical, de médicaments et de produits d'hygiène pour adultes et enfants... était lancée.

Entre temps, fin octobre, Cuba était à nouveau frappé par l'ouragan « Melissa ». Le plus puissant jamais enregistré dans les Caraïbes, avec des vents à plus de 250 km/h et de violents orages. Les dégâts sont énormes : 45 000 logements détruits, 120 000 personnes sans-abri, routes, réseaux eau et électricité endommagés... Une véritable catastrophe ! Les familles cubaines vivent, au quotidien, des diffi-

cultés toujours plus grandes, et ce malgré que le blocus soit une nouvelle fois (33^e fois) condamné par une très large majorité de pays à l'ONU fin octobre 2025 : 165 pour dire STOP au blocus, 7 contre (USA, Israël, Argentine...), 12 abstentions. Ce résultat traduit le rejet massif de l'extraterritorialité des droits américains ainsi que du blocus totalement illégal.

Au plan international la solidarité s'organise. Appel aux dons pour achat des matériels nécessaires ; appel aux associations caritatives (Secours populaire Cantal), aux organisations syndicales (CGT), aux associations Solidarité Cuba...

Pour ce qui concerne le PCF, les diverses collectes (centralisées au siège national à Paris) ont permis l'envoi d'un premier container début juillet, un deuxième est prévu fin novembre/début décembre, un troisième en fin d'année.

Aujourd'hui, mercredi 26 novembre, les militants PCF Cantal acheminent la collecte de 8 mois sur Paris, en rappelant qu'il y a « Urgence Solidarité Cuba » et que cela doit se poursuivre dans le temps vu l'ampleur des dégâts et donc des besoins sur place.

Enfin, défendre, soutenir, aider Cuba (la socialiste) et son peuple c'est avant tout défendre le droit international. C'est laisser à Cuba le choix de son propre système politique, économique et social.



C'est aussi défendre notre propre souveraineté face à ceux qui voudraient imposer leurs volontés à l'ensemble de la planète.

Le PCF appelle partout à poursuivre la mobilisation :
- Pour dénoncer et exiger la levée immédiate du blocus illégal, criminel, inhumain imposé par les USA ;

- Exiger le retrait de Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme ;

- Poursuivre et développer les solidarités avec le peuple cubain.

Pour finir, nous adressons nos remerciements les plus chaleureux à toutes les personnes, militants, élus, sympathisants qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de cette initiative solidaire et citoyenne. Avec un salut fraternel aux camarades du PCF Puy-de-Dôme pour le lancement de la collecte Cantal. ✪

Mercredi 26 novembre 2025
Fédération du PCF Cantal

La Fête de l'Humanité Bretagne de Lanester : Le rendez-vous politique incontournable

Cette 34e Fête de l'Humanité Bretagne restera dans les mémoires comme une très belle édition, conclue dimanche par un concert marquant de Mathilde, la chanteuse féministe, qui a transporté et ravi le public du parc des Expositions de Lanester.

Ces 29 et 30 novembre, 5 000 personnes ont participé dans le Morbihan à cette grande fête politique, musicale et culturelle, rendez-vous incontournable de la gauche en Bretagne, organisée par 200 militants communistes bretons bâtisseurs et bénévoles sur la Fête. Philippe Rio, président de la coopérative des élu-e-s communistes, maire de Grigny élu meilleur du monde en 2021, a conclu la partie politique de la Fête lors du meeting devant 1 000 personnes par un discours très applaudi centré sur l'enjeu des municipales de mars 2026 et les valeurs et projets portés par le communisme municipal dans le cadre de majorités d'union de la gauche.

La coopération et la solidarité avec Cuba étaient au cœur de cette fête, avec la présence d'André Chassaing, d'Ernesto Gonzalez de la Torre, membre du Parti communiste cubain et chargé des affaires politiques au sein de l'ambassade, et de Cuba Coopération, avec un retour des JC et de Taran Marec sur leur mission à Cuba en juillet dernier, et un focus sur l'effort pour faire venir des médecins cubains dans les hôpitaux du centre-Bretagne afin de lutter contre la pénurie de médecins.

La Palestine et Gaza étaient également au centre de plusieurs débats, et d'expositions sur la Fête, avec la présence de l'AFPS, de l'AJPF, de Thousand Madleens to Gaza, et également une parole forte de Patrick Le Hyaric sur le sujet. Les militants du Sahara Occidental et Kurdes étaient là également comme chaque



année. Le député indépendantiste kanak Emmanuel Tjibaou, membre du groupe GDR, était présent sur un débat sur la décolonisation de la Kanakie-Nouvelle-Calédonie avec Guillaume Roubaud-Quashie. Notons aussi la présence du maire d'Allonnes et président de l'association Maires et banlieues de France, Gilles Leproust, intervenant de la formation régionale d'élus bretons de toute sensibilité de gauche organisée par le CIDEFE sur la politique de la ville dans la matinée, pour un débat sur les communes et l'enjeu de la sécurité et de la tranquillité publique, de Pierre Dharréville pour un débat sur la Culture.

Un moment important de la Fête a été le débat samedi après-midi, devant près de 350 personnes, qui a retenu l'attention de la presse régionale, sur le thème « Quelle alternative de gauche face à l'extrême droite ? », avec la présence de plusieurs parlementaires de gauche, Pierre-Yves Cadalen (LFI), Damien Girard (EELV), Simon Uzenat (PS), avec les conseillers régionaux bretons Gaël Briand (UDB- régionaliste) et Gladys Grelaud (PCF), également membre de la direction nationale du PCF.

La Fête de l'Huma a permis également d'évoquer les

enjeux de la vérité et de la mémoire sur le massacre des tirailleurs sénégalais à Thiaroye de décembre 1944 avec l'historienne Armelle Mabon, de la surpêche avec Maxime de Lisle, l'auteur de la BD *On a mangé la mer*, de projeter des films documentaires, comme « La Résistante et l'enfant » de Jean Barat sur Eva Golgevit, résistante communiste juive de la FTP-MOI, survivante d'Auschwitz, en présence de son fils, Jean Golgevit, chef du chœur du « Canto general » à la Fête de l'Humanité il y a quelques années.

Pour la deuxième année consécutive, Sofia Boutrih, directrice de la Fête de l'Humanité, était présente à la Fête de l'Humanité Bre-

tagne. L'occasion pour elle de mesurer la force de cet événement politique et festif organisé par les quatre fédérations du Parti communiste en Bretagne, les sections du PCF du Morbihan, et un comité d'organisation de la Fête présidé pendant 10 ans par Catherine Quéric qui fait sa passation de responsabilité à l'issue de cette fête, après des années d'implication sans compter pour la réussite de la Fête de l'Huma Bretagne. Elle est intervenue à l'ouverture de la Fête, rendant hommage à Patrick Le Tutour, pilier morbihannais de la Fête de l'Huma Bretagne disparu il y a quelques semaines, comme au meeting de clôture, où j'ai rendu hommage au grand chanteur et musicien breton et universel Erik Marchand, amoureux des musiques populaires et traditionnelles, et du message culturel, membre du Parti communiste dans le Finistère, disparu il y a un mois en Roumanie, et que l'ensemble de la Fête a applaudi, avant le discours de clôture de Philippe Rio à l'issue duquel 1 000 voix ont chanté l'Internationale. 🇷🇺

Ismaël Dupont, secrétaire départemental du PCF Finistère et membre du CN

Bonneuil : l'Université populaire à ciel ouvert

L'émancipation comme méthode

Depuis 1935, Bonneuil avance dans une dialectique de luttes et de conquêtes. Fidèle à son histoire de gestion communiste, la ville fait du savoir, de la culture et du service public des outils contre l'aliénation et l'exploitation. Cette ambition se concrétise : faire de Bonneuil une Université populaire à ciel ouvert, où chacun transmet, chacun apprend, chacun s'émancipe.

Une ville qui apprend ensemble

Dans cette Université sans murs, le savoir circule entre enfants, familles, retraités, associations et agents. Les Échiclasse, les ateliers citoyens, les centaines d'ateliers artistiques, le sport et la culture, le devoir de mémoire, la culture de paix et des valeurs de la République, développent l'esprit critique et renforcent la conscience collective.

Dès la petite enfance, on apprend à vivre ensemble, même quand on porte un handicap, en s'initiant par exemple à la langue des signes à la crèche. La prise en compte du handicap et de la différence devient une richesse.

Ici, la création produit de la valeur humaine, pas de la plus-value marchande.

L'action collective comme pédagogie

La transformation de la RN406 l'illustre : 4 000 camions par jour traversaient le centre-ville. Son prolongement, arraché par la mobilisation populaire, va réduire les nuisances, va renforcer la sécurité et créer des emplois grâce au transport multimodal – fluvial, ferroviaire, logistique propre. Quand un peuple s'organise, il transforme son territoire.

Se loger dignement : maîtriser le foncier

Bonneuil défend la diversité des logements sociaux, intermédiaires, libres, accession sociale pour protéger les habitants de la spéculation.

La maîtrise publique du foncier est essentielle : sans elle, la rente immobilière expulse, fracture et crée une nouvelle forme d'exploitation. Construire et rénover



devient un acte d'émancipation, garantissant que chacun puisse vivre ici, sans exclusion.

Le TPI : corriger l'injustice

Le nouveau taux de participation individuel (TPI) protège les couches moyennes, les retraités modestes et les familles monoparentales, premières victimes du coût de la vie et du transfert de richesses vers les plus aisés. En modulant les tarifs des prestations municipales selon les revenus et les charges, Bonneuil réduit l'exploitation qui pèse sur les foyers.

La santé : un droit face au désengagement de l'État

Alors que l'État se retire et force les communes à assumer des missions régaliennes – santé, sécurité, prévention – pour des coûts écrasants, Bonneuil refuse l'abandon.

Nouveaux médecins, centres de soins, permanences : la ville garantit l'accès égal aux soins, contre la privatisation qui exclurait les plus précaires.

L'écologie populaire

Bonneuil mène une transition écologique engagée : renaturation des écoles, jardins pédagogiques, parcs, squares, cours Oasis. Ces espaces enseignent une

autre relation au vivant, réduisent les îlots de chaleur et renforcent la biodiversité. Le port multimodal limite la dépendance au camion et diminue les émissions.

Culture, sport, associations : les salles de classe du peuple

La culture est une arme de désaliénation. Le sport, une école de solidarité. Les associations, des forces populaires qui transmettent et rassemblent. Toutes participent à cette Université populaire et à une ville qui grandit par l'apprentissage partagé. Cela jusque dans le choix, avec les habitants et les associations, de dizaines de noms de femmes qui font de Bonneuil la seule ville de plus de 10 000 habitants qui compte plus de femmes que d'hommes sur les panneaux de ses rues !

Bonneuil 2035 : la ville audacieuse !

Bonneuil veut rester une ville où le service public protège malgré les reculs de l'État, où la participation populaire guide les décisions, où chacun retrouve du pouvoir sur sa vie.

Avec une conception nouvelle de la fonction publique

Parce que tout ce qui précède ne peut s'entreprendre sans des agents du service public que l'on respecte, que l'on défend, à qui l'on donne des droits nouveaux, Bonneuil a innové en 2024, en intégrant au temps de travail, une heure trente hebdomadaire d'ateliers dédiés à l'épanouissement personnel ou collectif (sport, culture, santé, détente, découverte des projets municipaux...).

Bonneuil, une ville où l'émancipation est la méthode et la dignité la finalité. Lorsqu'un peuple apprend, il devient invincible. Bonneuil continue. Ensemble.

Denis Öztoran

Maire de Bonneuil-sur-Marne
vice-président de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir
vice-président de

Lettre du Conseil national du MJCF à Marwan Barghouti

Cher ami, cher Marwan,

A lors que la France a enfin reconnu l'État de Palestine, nous vous écrivons pour vous apporter à nouveau le soutien de notre organisation et de nos membres.

Si cette reconnaissance par la France est une petite avancée, votre sort ne s'est toujours pas amélioré et votre pays est encore sous les bombes et colonisé par l'occupant.

Votre quotidien et celui de centaines d'autres Palestiniennes et Palestiniens demandent du courage et de l'espoir.

L'enfermement de masse d'hommes, de femmes et d'en-

fants, les restrictions imposées, la privation de libertés : tout cela porte la marque d'un régime colonial qui organise l'apartheid, maintient l'occupation et commet un génocide.

Votre libération, et celle des autres prisonniers politiques palestiniens, est la clé pour la souveraineté de l'État de Palestine et pour la construction d'une solution politique de paix, pour votre pays et pour sa région.

Très cher Marwan, vous incarnez cet espoir de paix. Vous incarnez l'unité du peuple palestinien, de Jérusalem à Gaza, en passant par la Cisjordanie, et par-



tout dans le monde pour l'ensemble des réfugiés palestiniennes et palestiniens et leurs enfants.

Depuis longtemps, le Mouvement des Jeunes Communistes de France milite pour votre libération. Cela peut sembler peu à l'échelle du monde, mais nous savons que notre action peut faire changer les choses, à l'image de la reconnaissance de l'État de Palestine, que nous portons presque seuls depuis des décennies. Aujourd'hui, le pays a les yeux tournés vers la Palestine.

Croyez bien que nous continuerons de lutter, en France comme à l'international, pour votre libération, pour l'arrêt du génocide et de la colonisation, pour la liberté pleine et entière du peuple palestinien.

L'auto-détermination de votre peuple, la liberté, la paix, le retour des Palestiniens et Palestiniennes sur leurs terres sont des principes non négociables, que nous savons communs.

Cher Marwan, croyez bien en l'expression de nos sincères sentiments, en notre soutien indéfectible. ✪

Le Mouvement des Jeunes Communistes de France



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Quel avenir pour l'Ukraine ?

C'est un Volodymyr Zelenski en grande difficulté qui vient chercher le réconfort d'Emmanuel Macron lundi à Paris. Les nouvelles du front sont mauvaises. Si le front ukrainien ne montre pas de signe réel d'écroulement aujourd'hui, il est partout fragilisé et les réserves sont très limitées. Sans capacité de rebond, et nonobstant la combativité sur le front, les difficultés devraient s'aggraver dans les semaines qui viennent. Mais surtout, c'est le régime qui est frappé de plein fouet par le scandale de corruption qui touche jusqu'au tout puissant Yermak, chef de l'administration présidentielle et véritable éminence grise du pouvoir ukrainien. C'est l'ensemble de la pyramide du pouvoir qui est ébranlée et les contrecoups seront importants pour Zelenski. Cela a d'autant plus d'impacts que le régime politique au pouvoir à Kiev depuis l'indépendance est dominé par la lutte des différentes fractions capitalistes, ce qui le rend structurellement instable. Si les dissensions au sein de la classe dirigeante ukrainienne ont été gelées avec la guerre (et l'interdiction des partis et médias d'opposition, dont le PC d'Ukraine), elles sont en train de se rouvrir.

Du point de vue russe, les nouvelles offres de Trump sont accueillies, cette fois-ci, avec beaucoup de circonspection. Rien à voir avec les tons un peu triomphalistes qui ont parcouru les allées du pouvoir lors des deux tentatives précédentes de Trump, qui n'ont au final rien donné. Et rien n'indique un fléchissement de la position du régime, qui porte la trace indélébile d'avoir violé le droit international

par l'invasion de l'Ukraine et qui s'est considérablement durci. On aurait tort de prendre la Russie comme un bloc monolithique. D'abord parce que des contradictions existent au sein même de la société politique russe, entre une partie du capitalisme russe qui cherche à un accord avec son homologue étatsunien, et une mouvance « Z » d'extrême droite opposée à tout accord. Ensuite parce que des contradictions traversent aussi la population, dont une moitié environ est favorable à ouvrir des négociations pour un cessez-le-feu. Le pouvoir central, lui, fondé sur un capitalisme concessionnaire et d'arbitrage entre clans, envoie des signes tantôt aux uns, tantôt aux autres. Il n'a pas non plus ni les capacités, ni les intérêts pour prendre Trump de front.

Du point de vue de la Maison-Blanche, le « plan Trump », dans sa version initiale, ressemble dans sa logique assez furieusement à celui pour Gaza. Des revendications de Moscou telles que le statut de la langue russe ou celui de l'Église liée au Patriarcat de Moscou ont été jetées par-dessus bord. La limitation de l'armée ukrainienne est fixée à un niveau bien supérieur à celle qu'elle était lors des négociations d'Istanbul du printemps 2022, sabordées par les Occidentaux. Les avoirs russes gelés en Europe, que la Commission européenne cherche à confisquer, serviraient à alimenter un fonds étatsunien pour la reconstruction de l'Ukraine. La question clé demeure celle des revendications territoriales, du statut futur de l'Ukraine et des garanties de sécurité. Ce plan, comme celui pour Gaza, doit être lu à



UKRAINE :



**"Non à la guerre, la France doit porter
urgemment une offre de paix"**



NON

À L'ENGRENAGE DE LA GUERRE !

PAS D'ENVOIS D'ARMES et DE TROUPES !

l'aune du repositionnement stratégique de l'impérialisme américain : re-stabiliser la situation à son avantage économique dans les régions environnantes de la Chine afin de pouvoir se concentrer contre cette dernière. C'est bien pour cela qu'un des principaux points du plan Trump est, comme Gaza, la constitution d'un « bureau de la paix » sous la présidence de Trump. Mais la suite, pour Trump, risque d'être beaucoup moins concluante que pour Gaza, car elle suppose un accord minimal ou au moins la neutralité bienveillante de Moscou pour une telle perspective, ce qui est peu probable à l'heure actuelle.

L'Union européenne, enfoncée dans sa soumission à l'OTAN, est structurellement incapable de prendre la moindre initiative de paix. La représentante de l'UE pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, fait logiquement partie des pires bellicistes du continent. Preuve en est sa détermination à la confiscation des avoirs de la Banque centrale russe en Europe, alors que même la BCE s'y oppose. Il faut s'interroger sur le rôle de l'UE en tant que tel aujourd'hui dans le contexte des recompositions du capitalisme européen. Ce n'est sans doute plus d'être un acteur politique au service d'une orientation néolibérale comme elle l'a été depuis 30 ans, mais d'être un tiroir-caisse pour la guerre (en renforçant par ailleurs sa dépendance aux marchés financiers). La politique belliciste se mène à un niveau intergouvernemental, comme le montre la « coalition des volontaires » de Macron.

Cet engrenage de guerre franchit aujourd'hui une étape gravissime, en assumant la perspective possible d'un conflit contre la Russie, c'est-à-dire entre plusieurs puissances nucléaires. C'est un régime

politique capitaliste de type nouveau qui est en train de se mettre en place en Europe, alliant autoritarisme, militarisme et austérité, avec tout ce que cela comporte de désastres pour les peuples.

La question de la paix est une des questions centrales pour la classe travailleuse en Europe. C'est une partie intégrante de la lutte de classes. Tout d'abord, les peuples concernés doivent être consultés en vertu du principe de leur autodétermination. Un accord ne peut pas se décider sur un coin de table en vertu d'intérêts impérialistes, mais en vertu du droit international. Ensuite, les principes de la souveraineté et de l'indépendance de l'Ukraine, ainsi que de sa neutralité dans le cadre de garanties internationales de sécurité, doivent être appliqués. Enfin, c'est bien l'indivisibilité de la sécurité en Europe qui doit être posée, en vertu des principes d'Helsinki, rompant avec l'OTAN et sa logique de blocs. Pour cela, la France doit retrouver des marges de manœuvres en toute indépendance de l'OTAN et de l'Union européenne. Emmanuel Macron forme une coalition des volontaires pour la guerre. Formons à la place une coalition des volontaires pour la paix ! Il y a urgence ! ✪



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF



À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr